

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes

Unité départementale de la Gironde

Réf. : CM-UD33-EI-16-651

S3IC : 52-1183

Affaire suivie par : Cédric MONTASSIER

Tél : 05 56 24 83 47 – Fax : 05 56 24 83 52

Mél. : cedric.montassier@developpement-durable.gouv.fr

Bordeaux, le

29 JUL. 2016

Établissement concerné :

PENA ENVIRONNEMENT
4773 route de Pierroton
33127 SAINT JEAN D'ILLAC

Objet : Entrée en vigueur de la nouvelle directive Seveso III -
Décret n° 2014-285 du 03 mars 2014

**Rapport de l'Inspection des installations classées
au
Conseil départemental de l'Environnement
et des Risques sanitaires et technologiques**

La directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite SEVESO III est entrée en vigueur le 01 juin 2015. Cette directive a été transposée en droit français et a conduit à modifier fondamentalement le classement des activités liées aux substances et mélanges dangereux :

- création de rubriques 4000 (concourant au statut Seveso),
- suppression du régime AS (autorisation avec servitudes) ,
- application de la règle du cumul à toutes les installations du site quel que soit son régime de classement au titre de la nomenclature des installations classées.

1 – PENA ENVIRONNEMENT et la directive SEVESO III

La société PENA ENVIRONNEMENT est actuellement autorisée à exploiter une installation de production de compost et autre support de culture ainsi qu'une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 18 novembre 2008.

Le tableau d'activité joint en annexe au présent rapport prend acte de la modification des rubriques de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, la société PENA ENVIRONNEMENT a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées les modifications du statut de son établissement. Il apparaît que l'exploitant ne revendique pas le classement SEVESO pour ses installations.

Toutefois, les quantités de déchets présentes sur le site et l'application du guide technique sur « la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement » mis à disposition par la Direction Générale de la Prévention des Risques conduisent à mettre en œuvre des mesures de suivi et de caractérisation de certains déchets destinées à confirmer la pérennité du statut non SEVESO de l'établissement.

Les mesures à mettre en place sont les suivantes :

- Plan des zones de stockage des déchets avec les quantités maximales stockées,
- Analyse une fois par an de :
 - la teneur en anthracène dans les déchets d'emballage,
 - la teneur en anthracène et naphthalène dans les déchets d'hydrocarbures souillés,
 - la teneur en mercure, anthracène et naphthalène dans les eaux souillées d'hydrocarbures,
 - la teneur en méthanol dans les solvants usagés non halogénés.
- Dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable :
 - la recherche des raisons du classement SEVESO de l'établissement producteur du déchet lorsque celui-ci provient d'un site SEVESO,
 - l'analyse de la teneur dans les déchets à partir d'une demande spécifique auprès du producteur, des concentrations en méthanol, Hexachlorobenzène, Benzyl nitrile, Acetochlor, Dodecen-yl-succinic-anhydre, Disiloxane hexamethyl, Anthracène, Naphtalène.

Toutes ces prescriptions ont été intégrées dans le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport et sont conformes aux dispositions présentées dans le guide sur « *la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement* » mis à disposition par la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer.

2 -Conclusion et proposition de l'inspection

Au regard de ces éléments, l'Inspection des Installations Classées propose à la signature de Monsieur le Préfet de la Gironde le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci joint.

Par conséquent, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement l'Inspection des Installations Classées, soumet à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, le projet d'arrêté ci-joint.

En application du code de l'environnement (articles L 124-1 à L 124-8 et R 124-1 à R 124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public du ministère en charge de l'environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site Internet de la DREAL.

L'inspecteur de l'environnement
en charge des installations classées,

Cédric MONTASSIER

Vu et transmis avec avis conforme
Pour le Directeur régional
Le Chef de division


Christian CORNOU

Copie à :
PJ : Projet d'APC